



## RÉSULTATS SYNTHÉTIQUES DE L'ENQUÊTE RÉALISÉE auprès des directeurs de CFPPA et des directeurs adjoints d'EPLEFPA en charge de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage

Thierry Langouët,  
Adjoint au Directeur général d'AgroSup Dijon,  
en charge du pôle ressources et ingénierie, directeur d'Eduter

### LES CFPPA : TRAJECTOIRE, ACTUALITÉ, PERSPECTIVES

Cette enquête a été réalisée en ligne en février 2017, **101 directeurs de CFPPA ou directeurs adjoints d'EPLEFPA en charge de la FPCA ont répondu soit environ 70 % de la population totale.** Ces 101 répondants couvrent l'ensemble des territoires français (au moins une réponse), excepté un. Les répondants ont **8 ans d'expérience en moyenne** mais avec un écart type de 6 ans (environ 2/3 ont moins de 10 ans d'expérience, 1/3 plus de 10 ans). Les centres des répondants ont été créés avant 1970 pour 1/3, un peu plus d'1/3 entre 1970 et 1980 et environ 1/3 après 1980.

L'enquête met en évidence **une très grande diversité** des situations actuelles, des évolutions passées et des projections dans l'avenir, tant concernant les activités des centres, leurs secteurs d'intervention, leur santé économique ou encore le jugement que leurs directeurs portent sur la qualité de leurs pratiques et organisations. **Les CFPPA conservent néanmoins souvent un positionnement fort sur les diplômes du MAAF et les secteurs de la production agricole et de l'aménagement-environnement, mais une diversification a bien eu lieu, d'une manière variable selon les centres, elle semble se confirmer dans l'avenir.** Le nombre de personnels qui exercent dans les centres est en **moyenne de 20 (ETP) mais sa variabilité est très élevée (de 4 à 84 ETP !)**, l'évolution de leur nombre a été aussi très variable, à l'avenir la tendance l'est à nouveau même si c'est la stabilisation qui semble poindre. **Le modèle « dominant » de ressources humaines reste très majoritairement interne mais il a légèrement évolué vers une mobilisation un peu plus importante de ressources humaines externes,** la même tendance d'une « externalisation modérée » est projetée dans l'avenir par les répondants. Un équilibre entre formation d'adaptation à l'emploi, diversification des activités et maintien d'une dynamique de promotion sociale est perceptible

dans les résultats de l'enquête. **Les conseils régionaux restent les financeurs majoritaires des CFPPA mais si cette part est très légèrement supérieure à 50% en moyenne pour les 101 répondants, elle est très variable selon les centres puisqu'elle est comprise entre 4 et 95%.**

Les crédits des OPCA et des entreprises viennent en second, leurs parts relatives ont plutôt augmenté ces dernières années. Elles pourraient encore progresser à l'avenir, ce qui est cohérent avec l'augmentation des actions de formation d'adaptation à l'emploi signalée par les répondants, tant dans le passé qu'en termes d'avenir.

**Il ressort de l'enquête une appréciation plutôt satisfaisante de la situation globale actuelle des centres (68% la jugent ainsi), cette perception positive semble se confirmer, voire un peu se renforcer pour l'avenir selon les répondants (73% sont plutôt optimistes).**

Financièrement, les niveaux d'activité et de résultat sont à nouveau très variables selon les centres, **70% d'entre-deux estiment néanmoins leur résultat au moins équilibré aujourd'hui,** une courte majorité le projette d'abord en amélioration, 3 sur 10 en stabilisation, 1 sur 10 plutôt en détérioration.

Du point de vue des pratiques et des organisations des centres ainsi que de leur environnement, les répondants renvoient à nouveau une représentation plutôt satisfaisante tout en pointant **comme prioritaires des dimensions encore à renforcer, notamment les compétences en ingénierie de la formation et la capacité à répondre à des demandes diverses.**

Les directeurs sont fortement en accord sur le fait que l'augmentation de la réactivité, de l'imprévisibilité de l'activité ou encore **la généralisation des appels d'offres** dans la formation ont constitué des éléments marquants dans l'évolution de leur activité de direction.

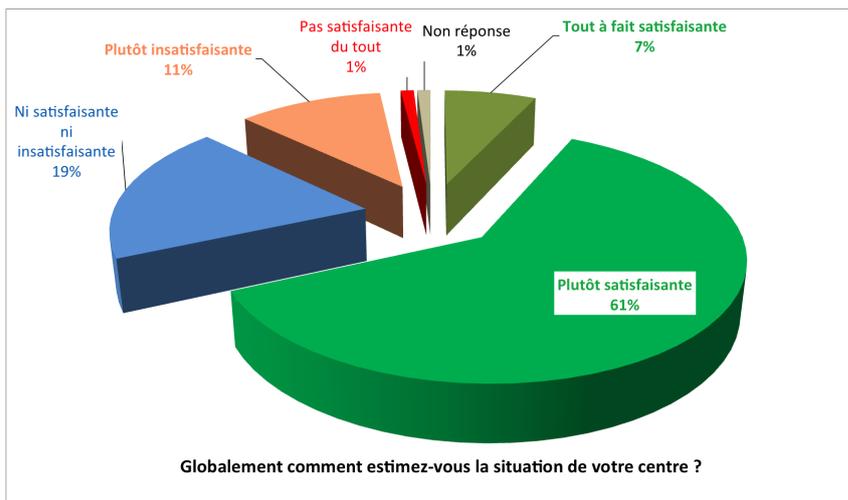
Un questionnement transparait cependant parfois concernant la nécessité ou l'impact-utilité d'une dynamique nationale de réseau ou d'animation des CFPPA, ou encore du développement de la FOAD.

**Enfin, les différentes dimensions de la loi de 2014 sur la formation professionnelle semblent plutôt représenter des atouts pour l'activité des centres, notamment le renforcement de l'exigence de qualité en formation.**

La mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance de la formation professionnelle et du conseil en évolution professionnelle font davantage l'objet d'interrogations en termes d'impacts sur l'activité des centres.

# I. PORTAIT DES CFFPA, ÉVOLUTIONS PASSÉES

Globalement, les répondants expriment un niveau assez élevé de «satisfaction» concernant la situation actuelle de leur centre (68% de «plutôt» ou «tout à fait satisfaits»).



L'échantillon représente 2 001 ETP. Un centre dispose donc en moyenne de 20 ETP. Celle-ci masque néanmoins de très fortes disparités (entre 4 et 84 ETP !). Au final, plus des 2/3 des centres se situent à 20 ETP ou moins.

**À NOTER** que si les centres (98 réponses exploitables) disposent en moyenne d'1 ETP de direction, 2 n'en déclarent aucun, 21 indiquent ne pas disposer de fonctionnaire sur cet emploi.

Enfin, les centres indiquent en moyenne 1 ETP de personnels dédié à l'ingénierie de la formation mais 23 n'en déclarent aucun (ce qui ne signifie pas qu'ils ne mettent pas en œuvre d'ingénierie de la formation), 24 déclarent au moins 2 ETP.

Au total, 190 fonctionnaires sont indiqués sur différents postes, en premier affectés sur des postes de direction (37%).

Tous statuts	Total Eq	%	Min	Moyenne	Max	Ecart-type
Direction	106	5%	0	1	4	0,5
Formation	1305	65%	1,6	13,3	59	10
ATOS	411	21%	0,7	4,2	28	3,8
Ingénierie	101	5%	0	1	4	0,9
Autres	78	4%	0	0,8	7	1,3
<b>Total</b>	<b>2001</b>	<b>100%</b>	<b>4</b>	<b>20</b>	<b>84</b>	<b>14,5</b>

Classes eff. ETP	Nb centres	%	% cumulés
<b>Moins de 10,00</b>	<b>18</b>	<b>18%</b>	<b>64%</b>
<b>De 10,00 à 20,00</b>	<b>45</b>	<b>46%</b>	
De 20,00 à 30,00	14	14%	27%
De 30,00 à 40,00	12	12%	
De 40,00 à 50,00	5	5%	9%
50,00 et plus	4	4%	
<b>Total</b>	<b>98</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

L'évolution passée des ressources humaines est variable. Environ 37% seraient en augmentation sur les deux périodes, plutôt à la baisse pour environ 25%, stable pour environ 39%, avec une tendance récente plutôt à cette stabilisation.

93 répondants	plutôt hausse	stabilité	plutôt baisse	NSP	Total
Sur longue durée	39%	31%	26%	4%	100%
Plus récemment	36%	42%	22%	0%	100%

	Appel plus important aux RH externes que dans le passé?				Ne sait pas
	Total aujourd'hui	Oui beaucoup plus	Oui un peu plus	Plutôt non	
RH internes à l'EPL (90%)	36%	3%	56%	39%	3%
RH internes à l'EPL (60-70 %)	50%	24%	52%	22%	2%
RH internes/externe (50/50)	9%	33%	44%	22%	0%
RH externes (>50%)	6%	50%	50%	0%	0%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>19%</b>	<b>53%</b>	<b>27%</b>	<b>2%</b>

Le modèle « dominant » des ressources humaines reste « interne » (au moins 70% des ETP) pour 86% des centres qui signalent néanmoins avoir augmenté leurs ressources humaines externes, davantage « un peu plus » (53%) que beaucoup plus (27%).

La dynamique économique des centres est également variable. Les dimensions économiques sont ainsi très diverses puisque 50 % des centres ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 1 million €, 35% entre 1 et 2 millions €, 14% plus de 2 millions € (1% de non répondants). Si environ 5 centres sur 10 ont vu leur activité économique croître sur une longue et récente période, 1 sur 2 a plutôt enregistré une baisse, 4 sur 10 une stabilisation. Sur la période plus récente, la tendance à la stabilisation se renforce (3 centres sur 10 contre moins de 2 dans la période plus longue).

Les résultats économiques s'inscrivent dans cette même dynamique de **diversité des résultats** même si au final **7 centres sur 10 indiquent un résultat au moins à l'équilibre en moyenne sur les 3 dernières années**, ce qui ne doit pas masquer le fait que presque 3 centres sur 10 sont en deçà de cet équilibre et la variabilité de l'évolution de ces résultats : en hausse pour environ 43% des répondants sur les 2 périodes (longue et récente), plutôt stables (17%-23%), en baisse (16%-14%).

Résultats économiques moyens sur 3 années	% obs.	Cumulés
Très excédentaire	12%	53%
Plutôt excédentaire	42%	
A l'équilibre ou quasiment	18%	43%
Plutôt déficitaire	25%	
Très déficitaire	4%	4%
Total	100%	100%

**Les conseils régionaux restent les financeurs majoritaires mais légèrement au-dessus de 50% des recettes des centres répondants. Suivis par les OPCA (20%).**

Il s'agit cependant de moyennes qui masquent encore une fois la très grande diversité des financements des centres (de 4 à 95% conseils régionaux, de 0 à 60% pour les OPCA, de 0 à 60% pour l'europe, de 0 à 100% pour les autres collectivités, de 0 à 33% pour les financements d'entreprises, etc.). Cette variabilité est aussi perceptible dans l'évolution de ces différents financements.

Sources de financement aujourd'hui (en %)	Moyenne	Ecart-type	% centres concernés	Plutôt en augmentation	plutôt stable	Plutôt en diminution	Ne se prononce pas ou pas concerné
Conseils Régionaux	53	18	95%	37%	26%	35%	1%
OPCA, FAF, OPACIF ou CNFPT par exemple (tous les fonds mutualisés)	20	13	93%	48%	37%	12%	3%
Autres financements	11	11	36%	20%	24%	6%	50%
Entreprises (y compris taxe d'apprentissage)	10	7	79%	31%	41%	19%	10%
Autres collectivités	9	17	59%	8%	43%	24%	25%
Europe	7	12	38%	11%	29%	22%	38%
Etat	7	8	61%	16%	27%	36%	21%
Apprenants (particuliers)	5	6	70%	24%	51%	14%	11%

Un nombre important de centres indique avoir bénéficié d'une hausse des financements des OPCA et des conseils régionaux. Pour cette dernière source de financement public, les centres sont 1 sur 3 à indiquer une baisse, tendance au même niveau pour les crédits d'état.

Concernant les activités et secteurs d'intervention (au sens économique), l'enquête met en évidence que **l'activité première des CFPPA reste la formation professionnelle continue via des diplômes du MAAF**, suivie dans une plus faible mesure (en rang 1) par **l'apprentissage**, pour préparer à des métiers très largement en lien avec **la production agricole et le secteur de l'aménagement-environnement**.

Les activités sont cependant très diverses : actions individuelles ou collectives (VAE, insertion, etc.), la formation continue d'adaptation à l'emploi, et d'autres actions (coopération internationale, animation, développement).

**Si les activités « socles ou historiques » ont contribué au maintien, voire au développement des centres, « d'autres » ont aussi participé à celui-ci, notamment la formation continue d'adaptation à l'emploi.**

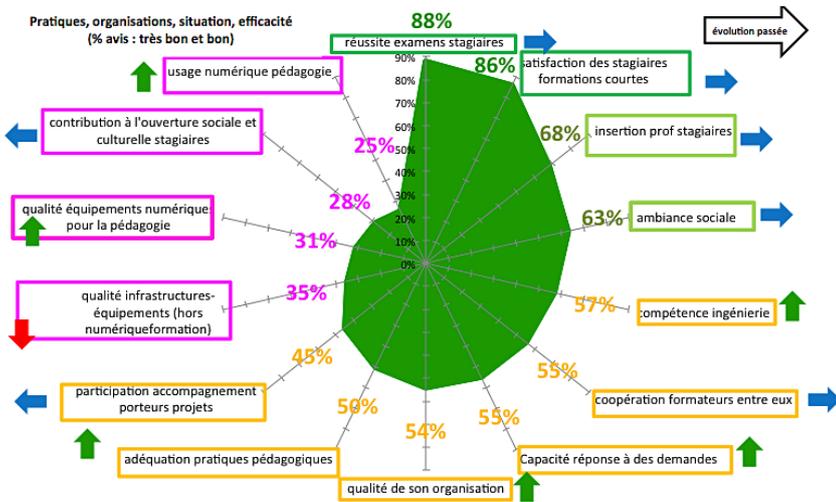
**À NOTER** l'évolution variable de ces activités, il est donc difficile d'en retirer une tendance homogène.

Pour les secteurs, ce constat d'évolution différenciée selon les centres est identique. Ce sont en effet les secteurs **historiques de la production qui ont le plus augmenté** (production et aménagement), mais pas pour l'ensemble des centres. Si les autres secteurs « pèsent » moins que les précédents dans l'activité actuelle, certains ont plutôt progressé (service aux personnes, activités hippiques, IAA, autres secteurs) mais pour très peu de centres (activités hippiques : 4 centres ont augmenté cette activité).

Vos activités économiques aujourd'hui (classées rang 1 à 8)	Rang 1	Rangs 1+2+3	évolution passée		
			+	=	-
La formation continue diplômante ou certifiante du MAAF	78%	94%	39%	36%	24%
Les actions individuelles ou collectives d'insertion, de certification de compétences socles, de préqualification	6%	84%	41%	33%	14%
L'apprentissage (MAAF ou autres)	11%	41%	26%	24%	14%
La formation continue d'adaptation à l'emploi	3%	35%	57%	26%	10%
La formation continue diplômante ou certifiante autres certificateurs que MAAF	1%	34%	25%	35%	6%
Les actions de coopération internationale	1%	7%	16%	14%	15%
Autres actions (animation, développement, expérimentation, prestations diverses comme des études, du conseil, etc.)	0%	2%	27%	33%	5%

Vos secteurs au sens économique aujourd'hui (classés rang 1 à 8)	Rang 1	Rangs 1+2+3	évolution passée		
			+	=	-
Production agricole	61%	91%	49%	32%	17%
Aménagement espace protection environnement	22%	67%	44%	30%	17%
Services aux personnes	1%	24%	32%	12%	7%
IAA-Transformation	4%	23%	27%	16%	13%
Services aux entreprises et aux territoires	0%	23%	12%	19%	10%
Autres secteurs	8%	19%	34%	12%	9%
Agroéquipements	2%	18%	29%	32%	3%
Activités hippiques	2%	14%	35%	25%	2%

Aux questions portant sur les pratiques, les organisations, l'efficacité des centres, etc., les répondants renvoient globalement un niveau élevé d'appréciation positive, notamment si les avis « très bons », « bons » et « moyens » sont additionnés (de 70 à 90%).



Lorsque seuls les avis « très bons et bons » sont utilisés, des différences significatives apparaissent comme l'illustre le schéma ci-contre (les flèches indiquent la tendance majoritaire de l'évolution passée des différentes dimensions).

La compétence en ingénierie apparaît par exemple « très bonne ou bonne » pour 57% des répondants, elle s'est plutôt améliorée ces dernières années.

En dessous de 35%, même lorsqu'elles se sont stabilisées ou améliorées, 4 dimensions apparaissent nettement moins bien appréciées par les répondants : qualité des infrastructures et équipements ainsi que des équipements pédagogiques numériques, contribution à l'ouverture sociale des stagiaires, usage du numérique pédagogique.

équipements ainsi que des équipements pédagogiques numériques, contribution à l'ouverture sociale des stagiaires, usage du numérique pédagogique.

Variables	niveau aujourd'hui			développement ?			impact		
	Fort	Moyen	Faible	S'est développé(e)	S'est maintenu(e)	A baissé	Plutôt positif	Plutôt neutre	Plutôt négatif
Reconnaissance du centre par son environnement	65%	28%	6%	54%	33%	7%	78%	11%	6%
Groupements de CFPPA (AO)	59%	29%	5%	64%	14%	5%	68%	16%	3%
Collaboration réseau formel-informel	56%	30%	7%	57%	21%	7%	66%	17%	4%
Animation régionale des CFPPA	49%	33%	12%	52%	20%	13%	59%	21%	9%
Insertion dans EPLEFPA	43%	47%	9%	48%	37%	8%	59%	20%	14%
Dynamique nationale des CFPPA (réseaux)	27%	38%	23%	46%	21%	8%	40%	36%	2%
Animation nationale des CFPPA	4%	29%	47%	13%	18%	24%	13%	41%	10%

Concernant « l'environnement du centre », le niveau des différentes variables est souvent considéré comme plutôt satisfaisant ou moyen, leur impact globalement positif ou neutre. Exceptée concernant la dynamique (réseaux) ou l'animation nationale des CFPPA qui apparaissent davantage comme

moyennes, voire faibles, sur le plan du niveau actuel, comme s'étant moins développées et ayant eu plus souvent un impact plutôt neutre, notamment concernant l'animation nationale.

Tous les éléments marquants dans leurs activités de direction proposés aux enquêtés ont reçu globalement un accord de leur part.

À NOTER cependant que ce sont surtout les changements en matière de réactivité et de généralisation des appels d'offres qui reçoivent le plus de « tout à fait d'accord » des répondants.

L'accroissement des difficultés des stagiaires est considéré comme le fait marquant le plus faible du point de vue des « tout à fait d'accord », ce qui ne signifie pas qu'il n'ait pas été un fait marquant dans l'absolu.

	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord	d'accord
Renforcement exigence de réactivité	93%	70%	23%
Augmentation imprévisibilité de l'activité	87%	55%	32%
Généralisation appels d'offres FPC	84%	63%	21%
Complexification démarches administratives FPC	83%	50%	34%
Complexification GRH des personnels	82%	48%	35%
Augmentation insécurité financière	81%	44%	38%
Evolution pratiques évaluation	81%	41%	41%
Diversification projets professionnels des publics	79%	36%	44%
Diversification origine publics FPC	74%	32%	43%
Montée en puissance collectif centres	72%	30%	43%
Accroissement difficultés d'apprentissage des apprenants	65%	26%	40%
Autres	6%	5%	1%

Les publics des centres sont de moins en moins d'origine agricole mais les répondants considèrent néanmoins très majoritairement que leur centre reste un acteur important de l'installation en agriculture.

Les centres se sont en effet orientés vers la formation d'adaptation à l'emploi mais en restant assez fortement axés sur le P (promotion) de CFPPA ou en équilibrant les deux « facettes ».

Comme le montraient les données du thème « activités », la diversification vers d'autres activités a bien eu lieu, mais « seulement » pour environ 4 répondants sur 10. 6 sur 10 ne sont « plutôt pas d'accord » avec cette assertion.

À NOTER que l'item utilisait l'expression « largement » pour qualifier cette diversification.

AvisPropos (100 répondants)	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSPP ou pas concerné
Les publics de formation professionnelle continue de mon centre sont de moins en moins d'origine agricole (agriculteurs, salariés)	92%	5%	3%
Mon centre reste un acteur important dans la dynamique d'installation en agriculture	81%	11%	8%
L'activité de formation professionnelle continue de mon centre est de plus en plus orientée vers l'adaptation à l'emploi	78%	15%	7%
L'activité de formation professionnelle continue de mon centre est fortement orientée vers la promotion sociale	60%	31%	9%
L'activité de mon centre est plutôt équilibrée entre la formation d'adaptation à l'emploi et la promotion sociale	57%	32%	11%
L'activité de mon centre s'est très largement diversifiée vers d'autres prestations que la formation professionnelle continue	43%	49%	8%

	Liens statistiques	mais
Plutôt non	Expérience de direction	Satisfaction > si + de 20 ans (effectifs faibles)
un peu	Régions (7/19 /80 % satisfaits)	représentation inégale des régions
	résultats éco actuel	
plutôt oui	ambiance sociale	
	évolution activité économique	surtout récente (3-5 ans)
	évolution résultats économiques	surtout récents (3-5 ans)
	qualité de l'organisation	
	satisfaction des stagiaires f° courtes	
	participation accompagnement porteurs de projets	

⊖ Des liens éventuels sont-ils repérables entre cette appréciation globale et d'autres dimensions du questionnaire (test de Ki2) ?

## II. ÉLÉMENTS DE PERCEPTION DE L'AVENIR

Lorsque les répondants projettent globalement leur centre dans l'avenir, ils le font plutôt avec optimisme pour plus de 7 centres sur 10, 2 sur 10 plutôt avec pessimisme, 1 sur 10 ne se prononçant pas.

Ces tendances sont évidemment en lien avec l'appréciation globale portée aujourd'hui sur la situation actuelle des centres.

De même, les centres qui apprécient positivement ou moyennement leur situation actuelle sont globalement plus optimistes que ceux qui la jugent moins satisfaisante aujourd'hui. Mais cette relation n'est pas systématique comme l'indique le tableau ci-contre.

En matière de ressources humaines, la projection est plutôt à une confirmation de leur stabilisation sur le plan quantitatif.

À nouveau, cette tendance n'est pas homogène, certains centres estiment en effet qu'elle pourrait s'orienter à la hausse ou à la baisse.

Quasiment 7 centres sur 10 estiment qu'il sera davantage fait appel à des ressources humaines externes dans l'avenir. Il s'agit de faire d'abord appel «un peu plus» à cette modalité, le modèle de ressources humaines s'externalisera peut-être mais en restant majoritairement interne, comme actuellement.

Avenir	Total	appréciation situation globale actuelle		
		plutôt satisfaisant	Moyenne	plutôt insatisfaisant
Plutôt optimiste	73%	78%	18%	4%
Plutôt pessimiste	19%	37%	26%	37%
Ne se prononce pas	7%	57%	14%	29%
Total	99%	68%	19%	12%

RH à l'avenir	
Plutôt à la hausse	24%
Stable ou quasiment	55%
Plutôt à la baisse	15%
NSPP	6%
Total	100%

Modèle	Plus de RH externes à l'avenir ?			
	Oui beaucoup plus	Oui un peu plus	Plutôt non	Ne sait pas
RH internes à l'EPL (90%)	19%	44%	22%	14%
RH internes à l'EPL (60-70 %)	16%	56%	24%	2%
RH internes/externe (50/50)	33%	22%	44%	0%
RH externes (>50%)	50%	17%	17%	17%
	21%	47%	25%	7%

Pour les activités et secteurs de formation-intervention à l'avenir, les répondants transmettent une image contrastée.

L'activité « historique » (formation continue diplômante du MAAF ou d'autres certificateurs) s'installe cependant dans une tendance à la stabilité. Ce sont surtout les actions de formation continue d'adaptation à l'emploi qui, selon les répondants, pourraient le plus augmenter et dans une moindre mesure les actions d'insertion, de certification des compétences, l'apprentissage et d'autres actions, etc.

Activités	Rang 1-2-3 actuels	et à l'avenir ?				nombre centres +
		Plutôt hausse	Plutôt stable	Plutôt baisse	NSP	
La formation continue diplômante ou certifiante du MAAF	94%	20%	56%	16%	6%	20
Les actions individuelles ou collectives d'insertion, de certification de compétences socles, de préqualification	84%	42%	35%	9%	6%	42
L'apprentissage (MAAF ou autres)	41%	35%	20%	5%	11%	35
La formation continue d'adaptation à l'emploi	35%	65%	24%	5%	2%	66
La formation continue diplômante ou certifiante autres certificateurs que MAAF	34%	25%	33%	5%	24%	25
Les actions de coopération internationale	7%	10%	21%	10%	25%	10
Autres actions	2%	38%	21%	4%	12%	38

Pour les secteurs, cette image de stabilisation du « cœur de métier » actuel se confirme (production agricole et aménagement) mais pas systématiquement.

Les secteurs des services, des IAA-transformation, des agro-équipements sont en effet respectivement projetés en hausse significative. Globalement, tout en conservant les activités et secteurs « historiques », la diversification qui ressortait dans la première partie pourrait ainsi se confirmer à l'avenir.

Secteurs	Rang 1-2-3 actuels	et à l'avenir ?				nombre centres +
		Plutôt hausse	Plutôt stable	Plutôt baisse	NSP	
Production agricole	91%	33%	47%	8%	8%	33
Aménagement espace protection environnement	67%	24%	39%	11%	4%	24
Autres secteurs	19%	14%	10%	2%	11%	14
IAA-Transformation	23%	25%	8%	11%	13%	25
Agroéquipements	18%	33%	11%	1%	7%	33
Activités hippiques	14%	4%	12%	4%	22%	4
Services aux personnes	24%	23%	8%	6%	17%	23
Services aux entreprises et aux territoires	23%	29%	17%	3%	13%	29

L'estimation de l'évolution des financements de l'activité de formation professionnelle continue offre une tendance dominante à la stabilisation dans le futur.

En premier davantage pour les financements des autres collectivités, des entreprises et des apprenants.

Des hausses sont cependant encore projetées pour les conseils régionaux et surtout les OPCA.

Parallèlement, autant de centres (1/3) estiment que les financements des conseils régionaux et de l'état pourraient diminuer.

	Sources de financement aujourd'hui (en %)		et à l'avenir ?			
	Moyenne	Ecart-type	Plutôt en augmentation	plutôt stable	Plutôt en diminution	Ne se prononce pas ou pas concerné
Conseils Régionaux	53	18	37%	26%	35%	1%
OPCA, FAF, OPACIF ou CNFPT par exemple (tous les fonds mutualisés)	20	13	48%	37%	12%	3%
Autres financements	11	11	20%	24%	6%	50%
Entreprises (y compris taxe d'apprentissage)	10	7	31%	41%	19%	10%
Autres collectivités	9	17	8%	43%	24%	25%
Europe	7	12	11%	29%	22%	38%
Etat	7	8	16%	27%	36%	21%
Apprenants (particuliers)	5	6	24%	51%	14%	11%

**À NOTER** le fort taux de « ne se prononce pas », particulièrement pour les autres financements et ceux de l'Europe qui peuvent être interprétés comme un fort indice d'incertitude ou une posture opportuniste.

Les indicateurs de l'activité économique confirment à nouveau cette projection à une stabilité pour la majorité des centres (53%).

28% la voient néanmoins plutôt en augmentation, 12% plutôt en baisse, 8% ne se prononcent pas.

Les centres qui projettent des hausses sont plus souvent des centres qui disposent aujourd'hui d'un chiffre d'affaires soit compris entre 0,5 et 1 million €, soit supérieur à 2 millions €.

Pour les résultats économiques des centres, cette projection dominante à leur stabilité est logiquement identique à celle des précédents niveaux de chiffre d'affaires, davantage pour les centres plutôt excédentaires aujourd'hui.

2 centres sur 10 estiment qu'ils pourraient cependant s'améliorer, notamment pour ceux qui sont actuellement très déficitaires (très peu de centres). Environ 1 centre sur 10 perçoit néanmoins un risque de dégradation de son résultat actuel.

Niveau résultat actuel (moy 3 ans)		et à l'avenir ?			
		Plutôt à la hausse	Stable ou quasiment	Plutôt à la baisse	NSPP
Très excédentaire	12%	8%	58%	17%	0%
Plutôt excédentaire	42%	14%	67%	10%	7%
A l'équilibre ou quasiment	18%	33%	44%	6%	0%
Plutôt déficitaire	25%	24%	36%	16%	16%
Très déficitaire	4%	75%	25%	0%	0%
<b>Total (sur seulement 93 réponses)</b>	<b>100%</b>	<b>22%</b>	<b>53%</b>	<b>11%</b>	<b>7%</b>

Les répondants expriment majoritairement un souhait global de renforcement des actions qui concernent leur inscription dans leur environnement.

Cependant moins fortement pour leur insertion dans leur EPLEFPA alors que ce niveau est «seulement» perçu comme «plutôt moyen» aujourd'hui.

Mais ce sont surtout la dynamique nationale des CFPPA à travers des réseaux ou leur animation qui semblent être questionnées, davantage dans le sens d'une hésitation que d'une remise en cause.

Variables	% fort aujourd'hui	et à l'avenir ?			
		A renforcer	A maintenir	A diminuer	NSPP
Reconnaissance du centre par son environnement	65%	77%	21%	0%	1%
Groupements de CFPPA (AO)	59%	63%	21%	0%	15%
Collaboration réseau formel-informel	56%	67%	24%	1%	7%
Animation régionale des CFPPA	49%	67%	21%	1%	10%
Insertion dans EPLEFPA	43%	58%	37%	0%	4%
Dynamique nationale des CFPPA (réseaux)	27%	55%	21%	2%	22%
Animation nationale des CFPPA	4%	51%	13%	1%	35%

Pour les pratiques, les organisations, l'efficacité des centres, etc., les répondants identifient des priorités variables pour leur avenir.

Certaines priorités sont aisément interprétables car leur haut niveau de priorisation en termes d'action pour l'avenir correspond à un niveau de «très bon ou bon» plutôt moyen actuellement (45-60%) ; par exemple la compétence en ingénierie de la formation, la capacité de réponse à des demandes, la qualité d'organisation du centre ou encore l'adéquation des pratiques pédagogiques.

Variables	Priorité d'amélioration pour l'avenir		Niveau actuel de « très bon et bon »
	Rang de priorité	Degré de priorité	
Compétence ingénierie	1	très fort	57%
Capacité réponse à des demandes	2		55%
Ambiance sociale	3		63%
Insertion professionnelle des stagiaires	4		68%
Qualité de l'organisation du centre	5		54%
Adéquation pratiques pédagogiques	6		50%
Satisfaction des stagiaires formations courtes	7	fort à moyen	86%
Qualité infrastructures-équipements (hors numérique formation)	8		35%
Usage numérique pédagogique	9		25%
Coopération formateurs entre eux	10	moyen à faible	55%
Qualité équipements numériques pour la pédagogie	11		31%
Réussite examens stagiaires	12		88%
Participation accompagnement porteurs projets	13		45%
Contribution à l'ouverture sociale et culturelle des stagiaires	14	Faible	28%

De même, d'autres variables, bien qu'à un haut niveau d'appréciation positive aujourd'hui (60-70% de « très bon et bon »), restent malgré tout fortement prioritaires pour l'avenir car elles constituent la base de l'efficacité ou du bon fonctionnement des centres (insertion ou satisfaction des stagiaires, ambiance sociale).

Par contre, certaines variables font l'objet d'une plus faible priorisation alors que leur niveau actuel est jugé plutôt faible, ce qui peut interroger, notamment concernant les équipements et l'usage du numérique en pédagogie. Cette « contradiction apparente » peut laisser supposer des questionnements des répondants sur l'efficacité ou sur l'efficience de ces modalités de formation.

Deux éléments vont dans ce sens : les répondants qui mettent un haut niveau de priorité pour le développement des équipements et pour l'usage du numérique éducatif sont ceux qui indiquent un haut niveau actuel en la matière, et vice versa ; les questions ouvertes font aussi clairement état d'un questionnement sur les FOAD (« un peu mais pas trop » !).

Le dernier questionnaire concernait l'impact perçu de la dernière loi sur la formation professionnelle. C'est l'évolution des critères de qualité qui semble représenter le plus haut niveau d'opportunité pour l'activité des centres des répondants. Immédiatement suivie par la meilleure reconnaissance de la FOAD comme modalité de formation éligible aux financements, ce qui peut constituer une contradiction avec le propos précédent concernant la question sur l'efficacité-efficience de ces modalités de formation.

Mais des liens statistiques élevés sont identifiables entre les répondants qui situent cette évolution de la reconnaissance des FOAD comme «plutôt une opportunité» et ceux qui estiment son niveau actuel de développement plutôt élevé.

Deux autres dimensions de la loi, quant à leur

impact éventuel, reçoivent un avis plus mitigé (environ 50% en termes d'opportunité pour l'activité des centres) : compte personnel de formation et évolution des modalités de financement.

Enfin, les répondants indiquent un faible niveau d'opportunité pour le développement de leur centre pour trois dernières dimensions (entretien professionnel, conseil en évolution professionnelle, nouvelle gouvernance). Mais c'est davantage une interrogation qui ressort des avis exprimés plutôt qu'un risque ou une difficulté.

Impact loi formation professionnelle (100 réponses)	plutôt opportunité	plutôt neutre	plutôt un risque ou difficulté	impact réel ?	NSPP
Evolution exigences qualité	62%	14%	18%	4%	1%
Reconnaissance + FOAD	58%	18%	0%	11%	12%
Compte personnel formation	54%	20%	7%	14%	5%
Evolution modalités financement FPC	50%	14%	17%	14%	5%
Entretien professionnel	26%	36%	1%	29%	8%
Conseil évolution professionnelle	24%	35%	4%	26%	11%
Evolution gouvernance	24%	19%	17%	24%	16%

Plusieurs questions ouvertes permettaient de compléter librement ce questionnaire.

De nombreux répondants ont saisi cette opportunité, Il est cependant difficile d'en faire état ici tant leur contenu représente un matériau important.

D'une part, ces questions ouvertes ont souvent permis aux répondants de renforcer certaines tendances identifiées grâce aux questions fermées : diversification des activités et illustration de leur nature, complexité de la gestion des ressources humaines et des compétences, augmentation de l'incertitude, changement dans les demandes et les financements, notamment des conseils régionaux, travail en réseau, vétusté des locaux, etc.

Mais la question ouverte finale a surtout été utilisée pour pointer des « tensions » dans l'exercice des fonctions de direction (citations) :

- faiblesse de la formation managériale,
- iniquité des différents statuts de direction au sein des EPLEFPA,
- surcharge de travail,
- rareté de certaines compétences de formation et turnover important,
- réforme territoriale impactante, etc.

Ces éléments font émerger un sentiment de paradoxe avec les avis plutôt satisfaisants exprimés sur la situation globale des centres ou l'optimisme globalement projeté pour l'avenir. « Seulement » 24 centres ont cependant utilisés la question ouverte pour signaler ces tensions.

De plus, il n'y a que peu de liens statistiques entre ce « signalement des conditions d'exercice des fonctions de direction » via la question ouverte finale et l'appréciation sur la situation actuelle ou sur la projection dans l'avenir.

CFPPA : Centre de formation professionnelle et de promotion agricoles  
 EPLEFPA : Établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles  
 FOAD : Formation ouverte et à distance

